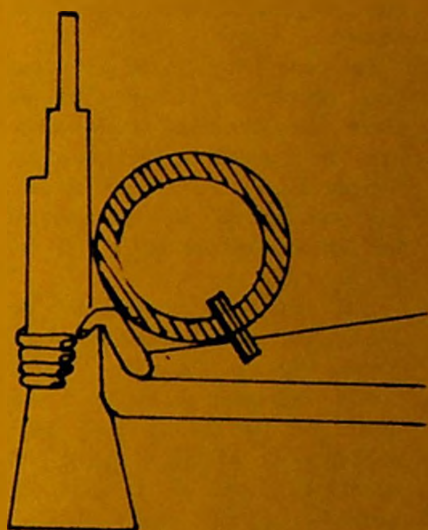
mobilisation

no 2



pour une stratégie révolutionnaire

Les critiques et discussions de l'article sur le terrorisme québécois paru dans notre dernier numéro, nous ont démontré qu'il y a place pour un véritable débat politique; nous avons cru bon de favoriser davantage la discussion en publiant une lettre que Pierre Vallieres écrivait aux membres du FLP pour leur pré-congrès tenu au début février 1969.

Très chers camarades du
Front de libération populaire,

On m'a demandé de participer d'une certaine façon à ce pré-Congrès en vous adressant une lettre. Je la fais avec grand plaisir. J'aimerais être en mesure de faire plus, beaucoup plus, mais vous comprendrez sans peine qu'étant

en prison depuis deux ans et demi mes moyens d'action sont très limités.

Par cette lettre, je ne veux pas vous donner des conseils, encore moins des directives, mais seulement mon point de vue sur l'action du F.L.P. et sur celle des autres mouvements qui poursuivent une action similaire, du F.L.Q. au M.I.S.

C'est en tant que militant du F.L.Q. que je m'adresse à vous. Nécessairement, j'ai mes partis pris. En adhérant au F.L.Q. il y a quatre ans, j'ai fait un choix qui, pour moi, est définitif et que je n'ai jamais eu l'idée de remettre en question. Je sais que plusieurs anciens membres du F.L.Q., au sortir de prison, ont abandonné l'action clandestine pour se lancer dans des formes d'action politique plus traditionnelles et plus rassurantes. (plus rentables aussi à court terme). Je ne veux juger aucun de ces camarades, qu'ils aient abandonné le F.L.Q. par découragement ou par tactique. Je veux seulement dire que pour moi il n'est pas question, il n'a jamais été question et il ne sera jamais question d'abandonner la forme de lutte que j'ai lucidement choisie après un long, tortueux et douloureux cheminement. Je suis donc, jusqu'à la victoire ou la mort, militant du Front de libération du Québec et c'est en tant que tel que je vous écris aujourd'hui.

Cela n'a rien de scandaleux puisque, qu'on soit du F.L.P. ou du F.L.Q., nous poursuivons des objectifs identiques et nous participons d'une même stratégie. Je suis persuadé qu'inévitablement les révolutionnaires du Québec en arriveront à se regrouper dans un seul mouvement, sans pour autant perdre leur personnalité propre, qu'ils militent aujourd'hui au sein du F.L.P., du F.L.Q., des comités de citoyens, des syndicats, du M.L.T., du M.I.S., du comité Vallières-Gagnon, etc., etc. Je reviendrai plus loin là-dessus.

J'ai affirmé plus haut que nous participions tous d'une même stratégie. Stratégie, voilà lancé le grand mot à la fois prestigieux et magique!

Il n'y a pas cinquante stratégies. Il n'y en a que deux: la stratégie électoraliste et la stratégie révolutionnaire. Tous les mouvements que j'ai mentionnés écartent au départ l'électoralisme. C'est donc dire qu'ils ont opté pour un renversement révolutionnaire de l'ordre établi. L'objectif stratégique est clair pour tous: c'est la destruction de la société capitaliste et la construction d'une société égalitaire, juste et libre, fondée sur la pratique collective de l'autogestion à tous les niveaux (économique, administratif, scolaire, culturel). Ici, au Québec, la lutte pour le renversement du capitalisme est inséparablement liée à la lutte pour l'indépendance nationale. L'une ne va d'ailleurs pas sans l'autre. Ni l'indépendance ni le socialisme ne peuvent se conquérir par la voie électorale. Bien sûr, j'entends ici par indépendance

autre chose qu'une souveraineté de papier comme celle que nous promet René Lévesque, appuyé en cela par la petite bourgeoisie parasitaire du Québec qui n'aspire qu'à gérer à la place des Anglais les intérêts de l'impérialisme américain au Québec. L'indépendance véritable est inséparable de la révolution globale et sa conquête exigera toujours et partout une guerre à finir contre l'impérialisme, comme au Vietnam ou au Guatémala, tant que mondialement les peuples opprimés ne se seront pas ligués pour vaincre une fois pour toutes l'impérialisme, ou plutôt les impérialismes, quelles que soient leurs couleurs et leurs idéologies. L'indépendance, pour nous, est inséparablement liée à la réalisation, par les masses, de l'autogestion. Il ne s'agit pas en effet, de faire la révolution et l'indépendance pour mettre au pouvoir une caste de nouveaux messies que le peuple n'aurait qu'à suivre aveuglément, dans l'euphorie d'une victoire spectaculaire sur l'ancienne classe dirigeante. Il s'agit, à travers la lutte pour l'indépendance et la destruction du capitalisme, de fournir aux masses exploitées les moyens et l'occasion de gérer elles-mêmes leurs affaires et de se passer de tuteurs. L'autogestion des usines, des universités, des services publics, etc., beaucoup plus que le renversement de telle ou telle dictature gouvernementale, constitue le fait révolutionnaire fondamental en dehors duquel toute révolution n'est, en fin de compte, qu'une fumisterie, si l'on se place du point de vue des exploités et non pas de certains professionnels de la révolution par procuration. Ca ne vaut pas la peine de mobiliser les masses et de les armer, se c'est pour en fin de compte leur imposer notre dictature éclairée, improprement et odieusement qualifiée de "dictature du prolérariat". Sachons profiter des leçons de l'histoire, depuis la révolution russe de 1917, pour travailler à une authentique révolution en organisant la base pour qu'à travers l'action révolutionnaire elle-même elle apprenne à ne compter que sur sa force, son génie et sa créativité.

L'objectif donc est de fournir aux masses les moyens (techniques et idéologiques) ainsi que l'occasion de leur propre libération. Cet objectif ne peut être atteint instantanément et c'est dans une guerre de longue durée que nous sommes d'emblée engagés.

Cette guerre comporte trois grandes étapes, que j'appelle dans Indépendance et révolution: "étapes stratégiques". La première étape est celle de la radicalisation de l'agitation sociale spontanée, sa politisation et son organisation, afin de hisser la violence créatrice des masses au niveau d'une conscience de classe lucide, organisée et efficace, et afin également que cette violence, qui est la réponse spontanée des exploités à la violence organisée et légalisée des exploiteurs, trouve une issue favorable aux intérêts économiques, sociaux et culturels de la majorité. Depuis 1963, depuis l'explosion des premières bombes du F.L.Q., nous nous trouvons dans cette première étape de la lutte révolutionnaire qui se pour-

suivra jusqu'à ce que l'agitation se généralise et culmine dans une crise économique, politique et sociale générale. Nous approchons de cette crise à grands pas, surtout depuis les six derniers mois.

Cette première étape de la lutte est essentiellement politique. Et les attentats à la bombe qui la caractérisent, autant que les manifestations, les grèves et les occupations sopradiques, ne font pas partie d'une action militaire contre le système mais d'une action politique. La phase proprement militaire de la lutte viendra plus tard, lorsque les masses seront prêtes à se soulever. Bien entendu, la guérilla urbaine peut se développer dès cette première étape de la lutte, mais elle n'aura jamais l'ampleur d'une guerre du peuple tant que celui-ci ne descendra pas, armé, dans la rue. Or, pour en arriver là, il faut mener simultanément, sur plusieurs fronts, une foule de combats partiels qui peu à peu sensibilisent les masses à l'ennemi commun et lui fournissent les raisons et les moyens de se soulever en bloc contre le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme.

C'est ce genre de combats que livrent quotidiennement, et chacun selon ses moyens, le F.L.P., le M.I.S., le F.L.Q., etc. Cette action multiforme, qui poursuit partout les mêmes objectifs, est dominée par la propagande, l'agitation, la formation idéologique des militants et l'organisation progressive, à la base, de noyaux actifs, que ce soient sous la forme de cellules F.L.P., de comités de citoyens, de comités syndicaux d'action politique, de comités de grève, de cellules F.L.Q. clandestines et armées, etc.

Les progrès de la lutte et de la politisation des masses se mesurent au rythme de multiplication des cellules actives à la base. Au début, ce rythme est extrêmement lent, mais il s'accélère à mesure que se radicalise le mécontentement des masses et que se multiplient les conflits sociaux provoqués par l'incapacité du système à résoudre les contradictions et les antagonismes qu'il engendre.

Arrive un moment où, la colère étant généralisée, l'organisation des exploités sur une vaste échelle devient possible et s'impose de fait. C'est alors qu'on aborde la deuxième étape de la lutte. Étape cruciale, car de la façon dont on organise le peuple dépendra l'issue de la révolution elle-même. Si nous voulons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, nous devons organiser les masses en comités locaux où "professionnels" de libération: comités de quartier, d'usine, d'école, etc., eux-mêmes divisés en cellules et regroupés sous forme de fédérations régionales ou de métier. Dans les usines, les universités et les C.E.G.E.P., cette organisation peut se faire à partir des syndicats, à condition que ceux-ci deviennent vraiment révolutionnaires. Dans les quartiers

et les villes, les comités de citoyens peuvent servir de bases à la création de véritables comités populaires de libération à condition eux aussi de devenir des organisateurs vraiment révolutionnaire et d'abandonner toute forme de corporatisme.

Le rôle des organisateurs politiques, comme les F.L.P. et F.L.Q., n'est pas de se substituer aux syndicats et aux comités de citoyens mais de leur fournir les instruments politiques, idéologiques, dont ils ont besoin non seulement pour affronter l'ordre bourgeois mais avant tout pour le détruire. Il serait ridicule et dommageable d'alimenter une concurrence entre les mouvements politiques, les comités de citoyens et les syndicats, bien qu'il soit absolument nécessaire que des groupements comme le F.L.P. et le F.L.Q. fassent la critique du syndicalisme traditionnel et du corporatisme afin d'amener les syndiqués et l'ensemble des citoyens à abandonner les luttes économiques partielles, toujours précaires et toujours à recommencer, au profit de la lutte globale et révolutionnaire.

L'organisation des exploités doit s'effectuer, le moment venu, directement en vue d'une insurrection populaire, caractérisée par l'occupation armée des usines, des universités, des écoles, des services publics et du territoire national.

Quand l'autogestion armée sera amorcée, un long chemin aura été parcouru. Mais un chemin peut-être encore plus long restera à parcourir, car la bourgeoisie autochtone et l'impérialisme n'assisteront pas passivement à leur dépossession. Alors commencera la phase la plus dure de la lutte, celle de l'affrontement armé entre le peuple et ses ennemis, troisième étape stratégique qui sera, cette fois, inséparablement militaire et politique, comme au Vietnam. Jusque là, bien sûr, la violence n'aura pas manqué de part et d'autre, et il y aura eu bien des 24 juin. La répression se sera perfectionnée. Mais les forces révolutionnaires auront, à même la lutte quotidienne, fait leur apprentissage. Comme des poissons dans l'eau, elles auront éveillé, puis organisé les exploités là où ils se trouvent, elles les auront armés techniquement et idéologiquement, elles leur auront indiqué le chemin à suivre pour secouer le joug définitivement, elles auront hissé leur violence spontanée au niveau d'une conscience de classe organisée.

On voit donc que pour franchir les trois étapes dont je viens de parler, - radicalisation de l'agitation sociale, organisation des masses, insurrection populaire doublée de l'occupation armée des moyens de production, des services publics et du territoire national -, il faut une avant-garde. La libération des masses ne peut se faire ni durer par la seule force de la spontanéité. On a vu, lors du mouvement révolutionnaire de mai et

de juin 1968, en France, que spontanément les masses revendiquent l'autogestion. Le même phénomène s'était manifesté en France en 1848 et 1871, en Russie en 1905 et 1917, en Italie en 1919, en Espagne en 1936. Car l'autogestion est l'aspiration naturelle de tout homme qui refuse d'être l'esclave d'un autre homme ou d'un ordinateur électronique. Mais si, d'un mouvement spontané, les masses peuvent, à la faveur d'une crise majeure, occuper les usines et les services publics, elles ne peuvent les défendre bien longtemps militairement ni même les administrer efficacement si leurs revendications viscérales et fondamentales ne sont pas hissées au niveau de la conscience et de l'organisation.

Le rôle de l'avant-garde n'est pas de se substituer aux masses ou de leur imposer d'en haut une planification auto ritaire mais de les aider à se hisser au niveau de conscience de l'organisation qui leur permettra d'abord de résister aux assauts de la bourgeoisie mondiale et ensuite de vaincre définitivement cette bourgeoisie. militairement, économiquement et politiquement, pour enfin jeter les bases d'une société nouvelle, égalitaire et la plus humaine possible, en coopération avec les autres peuples libérés, puisqu'il est bien évident qu'aucune révolution isolée n'a de chances d'être victorieuse à long terme.

L'avant-garde révolutionnaire, si son objectif est réellement de travailler à ce que le peuple se libère par ses propres moyens et à la base, ne doit pas s'ériger en un Parti (avec un P majuscule) qui serait le détenteur exclusif de la Vérité et de la Science, l'arbitre privilégié entre le Bien et le Mal, à la fois tuteur et gendarme des "non-instruits". L'avant-garde ne doit pas être monolithique ni dogmatique. Plus conscients (au départ, du moins) que la majorité aliénée, fourbue, écoeurée..., elle devrait normalement, pour être conséquente avec elle-même, être humble et ouverte. Car être conscients réellement de ce que nous sommes n'implique-t-il pas la certitude qu'il n'y a pas de Vérité intangible mais seulement des vérités relatives dans un monde imparfait et précaire?

Nous ne sommes ni les juges ni les guides de nos frères, mais des serviteurs de la révolution que seul le peuple - et non pas nous - peut accomplir. Certes, nous pouvons faire une révolution par procuration en qualifiant de révotution prolétarienne un coup d'Etat. Mais alors nous mentons effrontément à nos frères, quand nous disons ne travailler qu'à la libération totale des hommes. L'engagement révolutionnaire n'a rien à voir avec la soif du pouvoir ou une quelconque vocation au

"gouvernement".

Le hasard ou l'histoire a fait que nous sommes devenus des révolutionnaires, après avoir été des révoltés et des écoeurés, comme la plupart des habitants de la planète. Quand nous sommes devenus des révolutionnaires, nous avons fait un choix: celui de libérer l'homme et de changer la vie. Si quelqu'un a fait un autre choix que celui-là, s'il a choisi par exemple de se servir de la révolution pour se hisser au pouvoir et imposer ses lumières (ou ses phobies) à des masses qu'il souhaite mystifiées et dociles, ce n'est pas un révolutionnaire mais un imposteur (du moins selon l'idée que je me fais de la révolution.)

Ceci dit, quelles devraient être les tâches principales d'un mouvement révolutionnaire comme le F.L.P.? J'en vois surtout trois.

1. D'abord et principalement l'organisation d'un authentique pouvoir populaire (ouvrier, étudiant, rural) à la base, par la création de cellules conscientes et agissantes. Ces cellules doivent être groupées dans le cadre d'un quartier ou d'une ville, d'une paroisse ou d'un village, ou encore par secteur à l'intérieur d'un syndicat. La coordination des activités de ces cellules doit s'effectuer au niveau régional et national, en prenant bien soin de développer au maximum le pouvoir régional tout en évitant les rivalités inter-régionales et les tentatives d'isolement. A mon avis il est très important que les révolutionnaires de chaque région s'autodéterminent le plus possible et constituent une avant-garde militante dont l'action colle étroitement aux problèmes des citoyens. Pour que l'avant-garde soit comme un poisson dans l'eau, il faut qu'elle agisse dans une étroite complicité avec le milieu naturel qui est celui de la région. Elle doit de plus s'insérer dans la vie de chaque quartier, ville, village ou paroisse afin d'agir sur les camarades là où ils sont, travaillent, s'amusent, étudient, bâtissent leur existence.

Bien entendu, l'action au plan régional n'annule aucunement l'action au plan national, pas plus que l'action au plan du quartier n'annule celui au plan de la ville ou de la région. L'important est d'organiser le pouvoir populaire et l'action révolutionnaire de bas en haut de manière autoritaire, il faut qu'elle émane d'initiatives conscientes de la base, coordonnées certes au sommet, mais non pas imposées du sommet sans discussion.

Je sais que ce n'est pas facile de concilier efficacité et autogestion dans la pratique révolutionnaire. Mais il est illusoire de penser que nous pourrons construire collectivement une démocratie directe et populaire, après le renversement de la bourgeoisie, si pendant la lutte nous ne sommes pas capables d'inventer des formes d'organisation qui contiennent déjà, bien qu'imparfaitement, les formes futures d'organisation

de la société libre et égalitaire que nous souhaitons.

Je pense que pour arriver à cela nous devons nous débarrasser de la mauvaise habitude qui consiste à vouloir puiser à tout prix chez Marx, chez Lénine, chez Mao Tsé-toung, ou chez Castro, des modèles tout cuits d'organisations révolutionnaires. Nous devons comprendre que les grands théoriciens révolutionnaires n'ont développé de projets concrets que pour leurs propres troupes, avec lesquelles ils sont allés au combat, sur un terrain qui était le leur. A nous, ces théoriciens de la révolution offrent moins des modèles que des méthodes pour en développer de nouveaux, adaptés à notre réalité nationale. Nous sommes acculés à créer.

2. La formation idéologique, morale et technique des militants est aussi une tâche fondamentale. Car un pouvoir populaire ne peut devenir une réalité vivante et créatrice que s'il est fondé sur une conscience claire des intérêts de la majorité. Aujourd'hui, une conscience claire de ses intérêts exige plus que de l'intuition et de la générosité: il faut acquérir une foule de connaissances et assimiler une foule de techniques, car pour se libérer de l'esclavage il faut se libérer de l'ignorance. A quoi nous servirait-il d'occuper les usines et les universités, si nous ne savons trop quoi en faire, comment les transformer et dans quel but?

Il faut donc que les militants se mettent à l'étude et fassent de cette étude un élément essentiel de leur combat.

Il est extrêmement regrettable qu'actuellement aucune revue n'existe pour fournir aux militants les instruments intellectuels dont ils ont absolument besoin pour analyser la réalité dans laquelle ils vivent et qu'ils veulent transformer radicalement. Présentement, les militants québécois sont sous-alimentés au plan de l'esprit et il est urgent de combler cette lacune. Pourquoi le F.L.P., le M.I.S., le M.L.T., le F.L.Q., le comité Vallières-Gagnon, etc. ne s'uniraient-ils pas pour publier des cahiers communs (polycopiés)? De tels cahiers pourraient servir d'outils de formation et de discussion aux militants à qui, de plus, ils rappelleraient périodiquement les objectifs fondamentaux du combat qu'ils livrent quotidiennement à l'usine, à l'école, dans le quartier, un peu partout... Nous ne devons pas compter sur les petits bourgeois progressistes pour nous pondre une revue révolutionnaire. Nous devons assumer cette tâche-là nous-mêmes.

3. Au plan de l'action: dans l'immédiat, il faut poursuivre et amplifier l'agitation, la propagande, la contestation permanente, à tous les niveaux de la vie sociale, pour à la fois dévoiler, démasquer, démystifier et affaiblir toujours davantage les rouages du système qui emprisonne les travailleurs et les étudiants dans un esclavage

étouffant. Je crois que le F.L.P. a déjà fait en ce domaine un excellent travail. Il s'agit de le continuer.

Cette action doit s'exercer à la fois contre le capitalisme, le colonialisme canadien et l'impérialisme américain. A mon avis, la lutte contre le colonialisme d'Ottawa n'a pas été aussi vigoureuse qu'elle devrait l'être. Il faudrait maintenant attaquer les institutions fédérales avec au moins autant de force que Murray Hill et Lord.

Inévitablement, cette action débouche sur la violence et l'illégalité. Il est absolument normal que des révolutionnaires se retrouvent dans l'illégalité, puisque la légalité n'est que la justification juridique, imposée par la force, du "droit" des exploiteurs de dominer et d'exploiter 90% de leurs semblables.

Il ne faut pas avoir peur de l'illégalité et profiter au maximum des contradictions de la démocratie bourgeoise qui accorde le droit de manifester tout en refusant celui de contester véritablement les structures en place. Le jour approche où l'Establishment interdira toute manifestation. Et c'est absolument normal que cela arrive. Ce qui ne serait pas normal, ce serait que le F.L.P. ne se prépare pas en conséquence et ne prévoit pas tout de suite les mécanismes du passage inéluctable à la clandestinité et à des formes de lutte encore plus radicales.

L'attitude qu'il faut rejeter est celle que consisterait à trembler et à plier devant la répression qui ne peut qu'augmenter dans la mesure où notre action menace concrètement les intérêts, les privilèges et la sécurité de ceux qui nous exploitent et qui s'engraissent de notre labeur quotidien. A l'escalade de la répression, nous ne devons pas opposer le silence ou l'amertume mais l'escalade de la violence révolutionnaire. D'autre part, si parfois certains replis stratégiques sont nécessaires pour éviter une défaite certaine dans un combat inégal, il faut toujours se rappeler que pour vaincre il faut savoir prendre l'offensive et choisir nous-mêmes le terrain de la lutte pour l'imposer à nos adversaires. C'est pourquoi, s'il est important, voire essentiel, d'épuiser les formes de lutte qu'autorise la légalité (manifestations pacifiques, propagande, etc.), il est encore plus important et plus essentiel d'inventer de nouvelles formes de lutte qui nous donnent l'avantage de la surprise et nous permettent de déterminer nous-mêmes le terrain et le cadre de la lutte. Sur ce sujet, je pourrais en écrire long, mais pour des raisons évidentes de sécurité je préfère m'en abstenir. Je pense d'ailleurs que vous êtes suffisamment imaginatifs pour vous débrouiller par vous-mêmes, comme les chauffeurs de taxi récemment.

J'ai fait allusion plus haut au passage inéluctable à la clandestinité et à des formes de lutte plus radicales. Je pense que vous comprenez tous ce que je veux dire.

Il importe, à mon avis, que le F.L.P. se sache engagé dans une lutte sans merci et qu'il ne s'imagine pas que l'ordre établi pourra le laisser tranquillement travailler à la révolution, même s'il ne pose pas de bombes.

Comme les partisans du Black Panther, ceux du F.L.P., comme de tous les autres groupements dont nous avons parlé, doivent se préparer à la lutte armée, à la guérilla urbaine. Il ne faut pas se contenter d'en parler, il faut s'y préparer. Ce qui exige nécessairement que des règles de sécurité très strictes soient appliquées partout dans le mouvement. Par exemple, ne conserver aucune liste de membres au secrétariat; éviter les discussions au téléphone; décentraliser le mouvement de façon à disperser les centres de décision à travers le Québec et à ne pas risquer une décapitation mortelle en cas de coup dur, etc., etc...

(Encore une fois, je parle de décentralisation. Je tiens à souligner que pour moi décentralisation et coordination vont de pair. Il ne s'agit pas de décentraliser pour décentraliser.)

Mais alors, me demanderez-vous, finirons-nous tous par nous intégrer au F.L.Q., sous la poussée des forces repressives? J'ignore si vous vous intégrerez au F.L.Q. ou si le F.L.P. se transformera, avec d'autres mouvements, en une espèce de F.N.L. québécois. Chose certaine, vous ne pourrez pas encore longtemps vous battre en plein jour contre le capitalisme et l'impérialisme. (A moins que je surestime nos adversaires, qui sont peut-être plus caves qu'ailleurs...)

Pour l'ordre établi, et cela s'exprime dans les déclarations des gardes-chiourmes et dans les éditoriaux de la fouine à Renaude: pour l'ordre établi, dis-je, il n'y a pas de différence essentielle entre l'action du F.L.P. et celle du F.L.Q. Pour les classes dirigeantes, l'une et l'autre constituent une même menace. Sauf qu'au départ il est plus difficile de dénoncer les actions légales ou para-égales d'un F.L.P. que celles, carrément hors-la-loi, d'un F.L.Q. Mais à long terme le résultat est le même pour la bourgeoisie.

Il ne faut jamais cesser d'avoir cela présent à l'esprit. On ne peut être révolutionnaires et jouir en même temps de la sécurité que l'ordre établi n'accorde qu'aux partis politiques, aux syndicats et aux associations qui respectent intégralement les règles du jeu dictées par l'illusoire démocratie. Le F.L.P. doit s'organiser en conséquence. Son développement et sa survie en dépendent.

Je suis persuadé que vous n'êtes pas tous d'accord avec ce que je viens de dire. Mais je ne vous écris pas pour recueillir votre accord unanime ou vos applaudissements. Je vous écris seulement pour susciter chez vous, à l'occasion de ce pré-Congrès, des questions que je juge absolument fondamentales. C'est à vous seul qu'il appartient

de décider ce que vous entendez faire du F.L.P.

Si j'ai évité d'être trop précis dans cette lettre, c'est jsutement pour ne pas être tenté de vous proposer des structures et un programme d'action que vous n'auriez pas à décider vous-mêmes.

Discutez entre vous tout le temps qu'il sera nécessaire et ne redoutez jamais aucune remise en question, si radicale soit-elle.

Avant de terminer cette lettre, je voudrais encore soulever deux points:

1) Je crois qu'il est très important que le F.L.P. poursuive, avec les autres groupements progressistes, le travail d'unification par la base qui s'effectue de plus en plus sur le terrain de l'action directe. Mais cette unification ne permettra aux révolutionnaires québécois de franchir de nouvelles étapes et de progresser vers la victoire que si elle s'opère dans un esprit d'ouverture et de coopération, au profit d'aucune chapelle, fût-elle pure, immaculée et marxiste-léniniste!

2) Je voudrais également répondre ici à certaines critiques soulevées par l'action du F.L.Q., par les bombes. On a dit que les bombes ne répondaient à aucune nécessité stratégique et que, de plus, elles attiraient la répression et ne portaient aucun coup dur à l'économie.

Les bombes du F.L.Q. répondent à la même étape stratégique que les manifestations du M.L.T. et du F.L.P. Elles ont pour but de radicaliser l'agitation sociale et de favoriser le développement d'une conscience de classe agissante chez les exploités. Leur contenu (pour le moment) est politique bien plus qu'explosif. Elles ne tendent pas à ébranler directement les bases économiques du système, mais à radicaliser les conflits engendrés par les contradictions du système lui-même. Et cela jusqu'au point de non-retour, jusqu'au point de rupture, jusqu'à l'affrontement décisif. Les assauts déterminants contre les bases économiques du régime viendront à une étape ultérieure de la lutte.

Les bombes n'attirent pas plus la répression que les manifestations dures que nous connaissons depuis quelque temps (enfin!). La veille du 24 juin, aucune bombe n'a sauté, et la répression n'a pas manqué. Les bombes ne seraient-elles pas, au contraire, la seule riposte adéquate à la répression dont sont quotidiennement victimes les travailleurs, les étudiants et les indépendantistes?

Ce ne sont pas les bombes qui créent la répression mais la répression qui rendent les bombes (prélude à la guérilla urbaine et à la lutte armée) nécessaires. Et la répression, ce n'est pas seulement la matraque et la prison. C'est depuis des siècles l'exploitation du travail humain, la dictature politique et économique de la bourgeoisie, l'aliénation culturelle, etc.

Ceux qui dénoncent les "territoristes" font le jeu de la répression, comme René Lévesque donne (inconsciemment peut-être) son appui au colonialisme et à l'impérialisme quand il dénonce les manifestations organisées par le M.I.S.

Il y a tant à dénoncer dans le système, tant à contester, tant à détruite sans gaspiller ses énergies à faire du F.L.Q. un bouc émissaire commode pour tout le monde. Vous ne devez pas oublier que ce sont tous les révolutionnaires québécois qui, par leur action et leur détermination, ont suscité le F.L.Q. Et celui-ci durera tant qu'il y aura au Québec des révolutionnaires décidés à vaincre.

Très chers camarades, j'espère n'avoir pas été trop long ni trop ennuyeux. Je m'excuse d'avoir mes partis pris et mes idées fixes, comme tout le monde.

Que votre présente rencontre soit dominée par le mot d'ordre: du Che: "Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution".

Il ne faut pas avoir peur des moyens.

Vive le Québec libre!

Vive la révolution!

Vive le F.L.P.

Vive le F.L.Q.



PROGRAMME POUR LE mouvement étudiant

L'action étudiante s'est développée d'une façon inattendue au cours de la dernière année: occupations de CEGEP au mois d'octobre, opération McGill et protestations contre les renvois de professeurs (particulièrement à Maisonneuve). Il est maintenant nécessaire de faire une analyse critique de ces actions et d'en tirer les leçons pour une stratégie future. (Nous nous limiterons ici aux expériences des mois d'octobre et avril).

UNE DYNAMIQUE POSITIVE

Mentionnons d'abord les aspects d'une dynamique positive.

Premièrement, nous avons constaté une mobilisation et une politisation de la masse étudiante (surtout dans les CEGEP) à un niveau jamais vu dans l'histoire du mouvement étudiant québécois. Pour la première fois les occupations d'octobre, l'opération McGill et les actions d'avril à Maisonneuve et à Edouard Montpetit ont démontré que les politiques radicales n'étaient plus le fait de minorités activistes ou de bureaucraties d'associations étudiantes (parlant au nom d'une "force étudiante" qui n'existaient pas), mais étaient assumées par une **majorité** sensibilisée et participante.

Deuxièmement, l'apparition d'assemblées générales régulières dans les CEGEP, celles-ci étant les organes d'expression populaire et de contrôle démocratique tout en servant d'instrument de sensibilisation et de politisation des masses étudiantes.

Troisièmement, les assemblées populaires et les actions démocratiques ont contribué à abattre définitivement le contrôle des cliques bureaucratiques et des politiciens professionnels sur les politiques étudiantes. Ces initiatives émanant directement de la base, l'hégémonie UGEQ-AGEUM de tout ordre en fut définitivement détruite.

Quatrièmement, l'UGEQ, en tant que leader d'une organisation nationale, n'existait plus de fait. Elle était dépassée par l'action des militants de la base. C'est ainsi qu'en octobre, par exemple, inneficace et impotente, elle nuisit au développement et

à l'escalade des luttes étudiantes sur le plan national. En mars, (opération McGill) elle fut inopérante, les organisateurs n'en teinrent même pas compte.

Enfin, et d'une façon générale, le mouvement étudiant s'avéra un défi radical tant à la société qu'au système d'éducation. L'ampleur, le militantisme et le caractère politique de la contestation font que le mouvement étudiant n'est plus considéré comme un groupuscule de rebelles causant des ennuis mineurs au sein du système d'éducation et se livrant occasionnellement à d'ennuyeuses manifestations politiques dans la ville de Québec. Dorénavant, le mouvement étudiant prend aux yeux du gouvernement, des administrateurs, des hommes d'affaire et de la police la forme d'une force politique puissante et subversive possiblement capable de rejoindre et de s'unir à la masse des travailleurs. (La mobilisation des forces policières municipale, provinciale et fédérale lors de la manifestation du 28 mars ainsi que les mesures répressives employées contre les étudiants en avril démontrent que les étudiants représentent désormais une force réelle.)

Mais malgré des gains évidents, nous ne devons pas oublier les nombreux reculs et lacunes du mouvement étudiant.

RECULS ET LACUNES

Premièrement, un défaut très sérieux marque les activités de l'année dernière. Il s'agit du fossé entre la rhétorique révolutionnaire et les revendications purement réformistes et corporatistes qui motivèrent les actions entreprises. En octobre, "contestation globale" "révolution" servaient de thèmes aussi bien dans les assemblées, les manifestations qu'aux affiches et "posters". Cependant, les revendications pour lesquelles se faisait le combat étaient strictement réformistes et corporatistes: nombre accru de places dans les universités, emplois, bourses d'études, prêts aux étudiants. (Une exception à la règle, l'occupation de l'Ecole des Beaux-Arts qui avait pour but explicite l'autogestion. Nous avons alors pu suivre le développement de programmes concrets et critiques touchant la production artisti-

que et le rôle de l'artiste au sein d'une société bourgeoise.) Bien que la dichotomie entre, d'un côté, la théorie révolutionnaire et les formes d'action et de l'autre, le caractère limité et réformiste des revendications fut évidente, rarement avons nous vu au cours de l'année dernière un groupe capable de concrétiser une perspective révolutionnaire et d'intégrer une telle politique dans les programmes spécifiques des CEGEP ou université.

Deuxièmement, notons que les activités étudiantes étaient, dans la majeure partie des cas, de caractère défensif, en réaction contre l'administration, ou certaines politiques du gouvernement ou bien encore contre les mesures répressives des autorités. (avril). Les actions défensives permettent alors aux autorités 1) de choisir les buts de l'action et de ce fait lui offre un terrain favorable pour la combattre. 2) l'action défensive permet à l'adversaire de se mieux préparer — la gauche est prise par surprise et se doit d'improviser dans des conditions qui lui sont défavorables dès le départ.

Troisièmement, aucune alliance d'importance ne fut réalisée avec les mouvements de la classe ouvrière exception faite de la manifestation du MLT en octobre. Les appuis verbaux des leaders de la CSN ne sauraient constituer des liens véritables avec la masse des ouvriers. Une des raisons de cet état de choses étaient que les revendications ne concernaient que les étudiants et n'avaient trait qu'à des questions touchant la régie interne des CEGEPS et Universités.

Quatrièmement: Les activités de l'année dernière n'ont pas débouché sur un programme, une stratégie et un mouvement coherent et c'est là peut-être le plus sérieux échec. Le mouvement émerge, après une année d'occupations, de marches, de sit-in, divisé en petits groupes locaux, chacun d'eux engagé dans ses propres luttes et problèmes. (L'absence de solidarité et d'action commune au mois d'avril témoignent de ceci. Aucune organisation ou programme communs ne lie les diverses sections du mouvement. L'UGEQ s'est effondrée mais le M.S.P. n'est pas parvenu à se structurer en un organisme

cohérent doté d'une organisation et d'un programme. Aucune stratégie, aucun programme sur lesquels appuyer une campagne d'escalade l'année prochaine.

En somme, la mobilisation massive des étudiants en 68-69 n'aura apporté que peu d'éléments à la réalisation d'un mouvement radical national d'étudiants, d'une force politique. (Cette lacune est grave si on l'ajoute à la décomposition de l'organisation de la gauche qui suivit la formation du PQ et la dissolution du RIN.)

Ce point est très important, car sans une intégration, organisée et stratégique des actions des militants étudiants celles-ci ne sont que soulèvements locaux sans importance ou sans conséquence dans la lutte révolutionnaire face à la société dans son ensemble.

UNE TÂCHE IMPORTANTE

Le progrès du mouvement étudiant exige avant tout que la gauche développe dès cette année une cohérence stratégique et organisationnelle (Bien que nous ne parlons ici que de problèmes stratégiques et programmatiques il est important que nous nous rappellions que ces problèmes sont étroitement liés aux questions d'organisation il est impossible de développer une stratégie globale basée sur l'expérience et la pensée collectives si nous n'avons pas d'abord une organisation commune. Le développement conscient et l'acheminement du mouvement vers le contrôle et le développement de la lutte est aussi impossible sans une stratégie et une perspective à long terme.)

Une de nos premières tâches consistera à abolir la dichotomie entre la rhétorique révolutionnaire et les actions non-révolutionnaires.

L'aspect radical des actions de cette année est dû au langage et aux formes d'actions militantes (occupations, grèves, manifestations) et non à un programme ou au degré de conscience développée à la base. Nous avons déjà fait mention du contraste entre la théorie et les revendications des occupants d'octobre. Nous pourrions offrir d'autres exemples. Ils ne favoriseraient en rien le développement du

mouvement porteraient les étudiants à perdre confiance en la gauche. Le 14 avril, plusieurs "vedettes" de la gauche assistaient à un teach-in au CEGEP Maisonneuve. Ils parlèrent tous en termes généraux et globaux de la nécessité de faire la révolution, mais aucun ne put présenter des analyses et des théories pertinentes aux problèmes immédiats des étudiants de Maisonneuve. Après 4 ou 5 heures de "teach-in", les étudiants frustrés, déçus des leaders de la gauche continuèrent seuls l'élaboration de leurs plans d'actions sans l'aide ni les conseils des soit-disant leaders.

Dans ce cas, et d'une façon générale on retrouve les mêmes déficiences: incapacité de concrétiser une perspective révolutionnaire, de clarifier, par une analyse globale, une situation particulière et de formuler des exigences stratégies et tactiques qui nous viennent d'une théorie révolutionnaire générales et contribuent au développement d'un mouvement révolutionnaire. C'est-à-dire: unifier théorie et pratique en intégrant une perspective nationale et révolutionnaire aux luttes et aux programmes locaux.

STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

Nous parlons d'une stratégie révolutionnaire qui indique les questions importantes, un programme pour lequel se battre et une vue sur le développement du mouvement. C'est dans le cadre d'une telle théorie qu'il nous faut entreprendre les actions spécifiques, locales ou nationales. Toute action n'a de valeur en soi, son choix sous-tend implicitement ou explicitement une vue d'ensemble sinon ces actions ne sont que des réactions aux initiatives des autorités ou simplement basées sur un activisme insensé. Il est important que les critères de ce choix soient explicites plutôt qu'implicites ce qui permettra de découvrir les desseins des projets de chacun, de réfléchir sur différentes alternatives et de choisir consciemment celles qui favoriseront le plus le développement du mouvement révolutionnaire.

Une telle théorie permet aussi aux militants de contrôler le développement du mouvement plutôt que d'être prisonnier des événements, obliger de

combattre constamment pour des buts partiels, réagir aux initiatives des autorités ou encore favoriser un type d'action qui semble plus radical à un moment donné. Cette perspective générale permet donc de guider les décisions individuelles et de la vérifier à partir des expériences.

La stratégie révolutionnaire permet aussi de prendre l'initiative du combat, la gauche choisit alors le contenu, les moyens et le terrain d'une telle bataille. Dans une lutte offensive, la gauche se situe dans une position de force et lui permet de développer consciemment une base révolutionnaire en tout temps.

Finalement, l'évolution vers une stratégie et un programme commun autorise la fusion des divers mouvements locaux et la création d'une force militante unifiée.

Il est évident que le type de programme de lutte varie selon les situations et le degré de développement du mouvement mais nous pouvons quand même établir des critères généraux en vertu desquels des programmes et revendications particulières seront choisies:

1) la contestation doit être centrée sur les principaux aspects ou structures des universités et des CEGEP et favoriser une prise de conscience facile à travers l'action.

2) le programme doit pouvoir déboucher sur une alliance consciente et pratique avec le mouvement ouvrier.

3) la stratégie doit être telle qu'on puisse la particulariser et la concrétiser pour des actions et des revendications spécifiques.

Durant la dernière année le dénominateur commun des actions fut sans doute des exigences de pouvoir étudiant, de revendications corporatistes et des gestes anti-autoritaires mais il n'en reste pas moins que certaines avaient un caractère différent.

Aux Beaux-Arts, par exemple, non seulement les étudiants réclamèrent-ils explicitement l'autogestion mais beaucoup allèrent plus loin en proposant la création d'un centre d'art critique et d'une coopérative où les étudiants travailleraient à des travaux

communs pour les groupes populaires et progressistes. Le projet avait pour but de libérer les étudiants du marché bourgeois et de donner un nouveau caractère à leurs relations avec la société.

De la même façon l'opération McGill n'exigeait pas seulement la francisation de l'université mais visait à en faire une institution populaire desservant la population et non une élite qui exploite celle-ci Nous exigions que McGill devienne une université populaire et critique au service de la classe ouvrière, des comités de citoyens et des mouvements de libération du Tiers-Monde

Ce qui est significatif dans tous ces exemples, c'est qu'à la fois le programme et les analyses des étudiants étaient centrés sur le décalage entre la société et les universités et CEGEP

NATURE ET STRUCTURES DES UNIVERSITÉS

Nous ne pouvons alors pas comprendre la nature et les structures des universités et des CEGEP, sans analyser leurs rôles au sein de la société bourgeoise. Par exemple, les examens, les notes et les diplômes n'ont aucune valeur intrinsèque dans le processus éducationnel. Néanmoins, ils sont primordiaux car ils sont des certificats de compétence pour les gouvernements et les employeurs de la société de même qu'ils développent des attitudes compétitives et individualistes que le système capitaliste tend à inculquer chez chaque individu.

D'autre part, les méthodes d'enseignement actuelles (autoritarisme des professeurs, mémorisation de la matière, etc) sont les meilleurs moyens de former des robots endoctrinés et passifs qui iront travailler dans les gouvernements et les compagnies. D'autre part, le contenu éducationnel (sciences sociales bourgeoises sciences pures et génie sont enseignés de façon fragmentaire et spécialisée, ce qui fait que les etudiants ne connaissent pas les conséquences sociales de leur travail tend à former des travailleurs inconscients, tels qu'exiger par les capitalistes et les gouvernements, des citoyens passifs et non participants En ce qui concerne les scien-

ces sociales, tel que la psychologie, la sociologie, les sciences politiques et économiques, les universités tendent à les enseigner de façon à déguiser la véritable nature du système actuel, essayant de présenter les structures actuelles comme inévitables, inchangeables et indestructibles dans leur fondement même tout en produisant, par là, l'idéologie du système utilisé par toutes les autorités. Par ces théories, le système entretient chez les étudiants des attitudes conservatrices face au changement social et forment une élite qui demain manipulera les travailleurs, les voteurs et les mouvements politiques, etc.

Les recherches faites à l'Université rendent service directement et indirectement aux gouvernements et aux compagnies, pour la bonne et simple raison qu'elles sont les principales sources de financement pour la recherche dans la société bourgeoise.

Tout cela fait que les universités ont une fonction objective dans une société moderne néo-capitaliste et y contribue d'une façon spécifique elles fournissent des travailleurs techniquement et intellectuellement spécialisés, elles forment tout aussi bien des administrateurs d'entreprises, elles munissent les gouvernements et les corporations des instruments de recherches utiles de même que tout autre service intellectuel (i.e. les théories de contrôle psychologique en industrie, les techniques de "pacification" au Vietnam, etc), enfin elles inculquent aux étudiants la culture et les attitudes bourgeoises.

Les universités modernes, aussi bien au Québec que dans le reste du monde capitaliste, se sont modifiées qualitativement: elles ne dispensent plus une culture générale aux fils des élites dirigeantes mais fournit une éducation spécialisée qui produit des milliers d'ingénieurs, de bureaucrates, de sociologues, d'économistes, etc. tous nécessaires au fonctionnement d'une société hautement technocratisée.

Il faut ajouter que l'université tente de remplir ces tâches, car la révolte étudiante nous démontre bien qu'elle est incapable de mouler les étudiants comme elle le voudrait. La dialectique de la situation fait que la structure produit nécessairement une

réaction contre elle, une opposition à la tendance dominatrice du système.

Pourtant, l'université ne profite pas à la société en soi. Celle-ci n'est pas homogène, mais elle est divisée en classes, structurellement partagée par des antagonismes de classes et des intérêts divergents: les travailleurs contre les capitalistes, les mouvements de libération nationale contre les impérialistes, etc. L'université ne profite et ne supporte qu'une partie de cette société: la classe dirigeante (à travers le gouvernement et les corporations). Les institutions d'éducation aident substantiellement (par la recherche, la formation, etc) les forces conservatrices, "l'establishment", le pouvoir plutôt que les forces populaires et anticapitalistes.

Il est alors clair que les assertions des administrateurs voulant que l'université soit une "institution neutre", une "tour d'ivoire" au service du progrès, du savoir ou des institutions "pluralistes" ne sont autres que des mystifications qui cachent le véritable rôle de l'université dans la société, qui nient son engagement de classe et ses collusions avec les différents éléments des couches dirigeantes. L'université joue un rôle politique dans la société, qu'elle prenne ou non des positions politiques explicites.

Quand professeurs et administrateurs exigent des étudiants et professeurs de gauche de séparer théorie et action ("vous pouvez dire ce que vous voulez, mais vous ne pouvez faire d'action directe...") nous voyons bien qu'il n'y a pas une telle division pour eux qui maintiennent le **statu quo** tant dans leur enseignement que dans leur recherche.

CRITIQUE DU POUVOIR ÉTUDIANT

D'après l'analyse de l'université bourgeoise qui précède, il est clair que l'accent traditionnel mis par le mouvement étudiant sur le pouvoir étudiant, l'autogestion ou la démocratisation est complètement inadéquat. D'abord, une telle demande ne soulève pas les problèmes-clés, tels que le rôle de l'université dans la société, les contributions que les universités font à l'Establishment, etc... Comme tels, la

démocratisation et le pouvoir étudiant en eux-mêmes représentent un retour à l'université isolée, libérale et Utopiste, du genre "tour d'ivoire".

Deuxièmement, une telle emphase sur l'autogestion est concentrée uniquement sur les **formes** internes de la prise de décision à l'intérieur de l'université (par exemple le pourcentage de représentation sur les comités), sans remettre en question le **contenu** des décisions, c'est-à-dire l'orientation sociale de l'université elle-même. L'Administration peut plus facilement manipuler un tel mouvement — elle maintient les étudiants en un débat perpétuel à propos du nombre de sièges sur les comités, tout en continuant à soumettre l'université à l'élite par toutes sortes de moyens.

De plus, le pouvoir étudiant ne touche pas le contenu, ou la substance, de l'éducation (contestation des formes de communication, comme la demande pour une plus grande participation aux cours), qui n'est en ce moment que de l'idéologie bourgeoise dispersée ou un enseignement étroit des sciences.

Nous devons nous souvenir que, tandis que **certains** étudiants seulement sont politisés, **tous** les étudiants sont soumis à l'endoctrinement idéologique bourgeois et à l'entraînement de la salle de classe. C'est à ce niveau — celui de la formation de la conscience — que le mouvement radical doit atteindre les étudiants.

Troisièmement, le pouvoir étudiant tend facilement à devenir une affirmation corporatiste des intérêts étudiants — ils demandent plus de pouvoir, sans reconnaitre la responsabilité publique de l'université ou son besoin de servir la classe ouvrière. Dans cet ordre de choses, l'attitude du pouvoir étudiant peut véritablement empêcher la formation d'alliances avec la classe ouvrière, parce que les étudiants ne font aucunes demandes en rapport avec les intérêts de cette classe, ce qui fait que les travailleurs perçoivent le mouvement étudiant uniquement comme des individus qui réclament plus de pouvoir pour eux-mêmes, à l'intérieur de leurs institutions éducationnelles.

C'est ainsi que le pouvoir étudiant peut aider la bourgeoisie dans sa tentative d'isoler les étudiants

des travailleurs et de la société en général. Car le fait de s'attacher d'abord à la démocratisation, etc., sans considérer le rôle social de l'université, tend à isoler les étudiants de la vie et du combat du peuple dans une société de classes et d'exploitation. Il est donc clair que tout programme et toute stratégie dans les universités et les CEGEP doit dépasser le niveau de l'autogestion/anti-autoritarisme, pour s'attaquer explicitement aux orientations générales de l'université — sa contribution aux intérêts dominants de l'Establishment, la forme et le contenu de l'éducation, etc...

IL FAUT UN PROGRAMME

Ce qu'il faut, c'est un programme concret qui, en termes généraux, exige **un renversement des relations entre l'université et la société**: Au lieu de servir l'élite en place, qu'elle serve la classe ouvrière, les pauvres et les mouvements de libération nationale à travers le monde; plutôt que de former des cadres de l'industrie et du gouvernement, qu'elle forme des organisateurs de la classe ouvrière; au lieu de faire de la recherche pour l'Establishment et ses institutions, qu'elle fasse de la recherche pour les syndicats, les comités de citoyens, les mouvements populaires et radicaux; plutôt que de développer et de répandre une idéologie bourgeoise, qu'elle développe et répande des analyses, des théories et des stratégies radicales de transformation sociale; plutôt que de créer des liens avec des agences et des corporations gouvernementales, qu'elle ait des liens concrets avec les syndicats et les mouvements progressistes et populaires; plutôt que de former des étudiants à être passifs et sans sens critique, qu'elle les aide à devenir actifs et critiques.

Les universités sont nécessairement concernées par la société, et contribuent de façon précise à son élite dominante — le lancement d'un programme radical signifie l'exigence que l'université coupe ses liens d'avec l'Establishment et commence à servir l'anti-capitalisme, les forces progressives et populaires. L'université doit changer de côté dans cette société divisée structurellement: elle doit devenir

une université critique et populaire, qui travaille à des transformations sociales

Stanley Gray

La 2ème partie de l'article de Stanley Gray développe en profondeur les derniers points soulevés ci-haut et élabore plus concrètement un programme et une stratégie pour le mouvement étudiant. Il touche, entre autre, le problème spécifique des CEGEP



Le 1er Mai à Chicago en 1885.

la csn et le 1er mai

La C.S.N. avait organisé trois colloques et une fête populaire pour souligner le tragique anniversaire de Chicago. Pourtant, malgré la bonne volonté de Chartrand et consorts (n'en doutons pas), le tout fut un vaste fiasco. Fiasco tant au niveau de l'organisation qu'au niveau du contenu politique.

L'ORGANISATION

L'inefficacité organisationnelle des responsables du 1er mai fut flagrante lorsque l'on fit appel aux "agitateurs" de l'opération Mc Gill deux jours avant la date fatidique. Ceux-ci distribuèrent des tracts et tentèrent de réchapper l'affaire. Rien n'y fit. Il était trop tard. On avait englouti une petite fortune ($5,000) pour aboutir à un échec: peu de gens aux colloques du Plateau et 300 étudiants à la "supposée" fête populaire des travailleurs!

La déconfiture était de taille. Néanmoins elle s'explique: un passé d'organisation syndicale ne mène pas forcément à une connaissance de l'organisation politique. En ce sens, la C.S.N. aurait grand avantage à réajuster ses options et à tirer des leçons des récentes mobilisations de masses. Remarquons qu'une trouée se fait dans cette voie avec l'engagement de nouveaux permanents au Conseil Central de Montréal.

LA POLITIQUE

L'insuccès ne se limite pourtant pas au domaine de l'organisation, il relève aussi du niveau politique qui est beaucoup plus important en soi.

Le 1er mai est d'abord une fête politique, un anniversaire de la lutte ouvrière contre le capitalisme. Manifestations de masse, provocations policieres, violence et assassinats en sont les origines. Arrêtons de jouer à l'autruche et de nous cacher derrière des fêtes populaires pour "que ça n'aie pas

l'air trop communisse". Prêcher l'action politique comme le font certains membres du Conseil Central et se dérober devant les nécessités du travail révolutionnaire, voilà bien le paradoxe de nos progressistes du syndicalisme d'affaire!

Le 1er mai étant d'abord une fête politique, il fallait la célébrer comme telle, en expliquer la signification par des tracts, des journaux, des communiqués, etc. et non par des collants qui ne voulaient rien dire. Nous possédions alors l'occasion de vraiment faire de l'action politique en redonnant au 1er mai québécois un contenu de luttes sociales, de solidarité et de fierté. Laissons les fêtes populaires à la Chambre de Commerce et multiplions le travail de politisation en profondeur. Une marche pacifique dans les rues, des allocutions sur les origines et le sens du 1er mai, des mots d'ordres progressistes, voilà qui aurait donné un véritable sens à un tel anniversaire. Malheureusement, rien de cela n'a été fait!

UNE LECON

Il ne reste plus qu'à souhaiter que les syndicalistes de gauche tirent les leçons pratiques d'un tel échec et se lancent vraiment dans l'action politique révolutionnaire (en évitant de nous dire que c'est la faute des ouvriers qui ne sont pas politisés!). Ne nous dites surtout pas que les travailleurs ne sont pas politisables après le peu d'efforts que vous avez montré dans ce sens. Car, s'il est une tâche essentielle du syndicalisme québécois à l'heure actuelle, cela en est bien une d'action politique intensive.

B.M

MOBILISATION
abonnement 6 nos. $2.00

adr.
6280 39e ave.
apt 301
montréal

35¢

mobilisation

— pour une stratégie révolutionnaire — P.Vallières

— programme pour le mouvement étudiant

— la C.S.N. et le 1er mai